

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1920.

Proposition de loi

conférant la qualité de soldat belge volontaire aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BRIFAUT.

MESSIEURS,

Suivant l'observation faite dans plusieurs sections, il est apparu dès l'abord à la Section Centrale, que le titre même de la proposition de loi soumise à son examen, devait être changé.

Tout en reconnaissant le splendide effort et les services incalculables rendus à la cause des Alliés par les observateurs belges isolés ou groupés en corps organisés, il n'est pas possible de les considérer comme ayant été réellement soldats ou pouvant le devenir du jour au lendemain, par la simple volonté du législateur.

Cette assimilation ne peut être qu'une figure du langage.

Mis en un texte de loi, elle amènerait des confusions inadmissibles. Le mot ne crée pas la chose. L'état de soldat constitue parmi les citoyens une catégorie aux caractéristiques très nettes et soumises à des conditions précises qui n'en permettent pas l'extension arbitraire.

Cette évidence s'impose d'autant plus dans le cas qui nous occupe, que l'observation utilisa en Belgique, un nombreux personnel féminin au dévouement et à l'héroïsme duquel la Nation se doit d'accorder un hommage tout spécial.

Aussi le titre d' « Ex-combattant belge volontaire » a-t-il été adopté à l'una-

(1) Proposition de loi, n° 82.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Tschoffen, Marek, Brifaut, Carlier, Theelen et Brugmann.

nimité des membres de la Section Centrale, comme répondant le mieux à la réalité et à la diversité des situations envisagées.

Mais cette modification entraînait plus qu'un simple changement à l'intitulé de la loi.

Les auteurs de celle-ci envisageaient, par l'assimilation proposée, tout un ensemble d'avantages honorifiques et matériels dont eussent bénéficié *ipso facto* ceux auxquels la qualité de soldat eut été ainsi reconnue.

Là encore, il ne parut ni équitable, ni possible d'étendre aux membres des corps d'observation, toutes les dispositions prises en faveur des soldats rentrés dans la patrie, après cinq années de service militaire, de combats et d'exil.

Le Gouvernement inquiet des conséquences budgétaires d'une pareille mesure, se montrait du reste prêt à lui faire une opposition irréductible.

C'est pourquoi la Section Centrale, après de longs débats, et suivant en cela les suggestions de l'un des auteurs de la proposition a-t-elle décidé de restreindre l'assimilation au bénéfice du service réduit à *quatre mois* pour les jeunes gens actuellement sous les drapeaux ou encore à incorporer dans l'avenir, et à l'application des articles 1, 2 et 3 de la loi du 1^{er} juin 1919.

L'article 2 de la Proposition disparaît par le fait même et la Section centrale propose de le remplacer par la disposition suivante :

Le bénéfice de la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918 est étendue aux ex-combattants belges volontaires.

En outre, et sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 1919, qui leur seraient applicables du fait d'emprisonnement subi dans les conditions y énoncées, les « ex-combattants belges volontaires » qui sont appelés sous les drapeaux pour leur terme de milice, obtiendront une réduction du temps de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu à un service de renseignements reconnu.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra en aucun cas être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.

Het voordeel der wet van 1 Juni 1919 tot vestiging eener dotatie ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918 geldt voor de Belgische vrijwillige oudstrijders.

Bovendien, en onverminderd de bepalingen der wet van 1 Augustus 1919, welke op hen van toepassing mochten zijn wegens gevangenisstraf ondergaan onder de daarin vermelde omstandigheden, bekomen de « Belgische vrijwillige oudstrijders », die onder de wapens geroepen worden voor hunnen militietermijn, eene vermindering van den werkelijken diensttijd, gelijk aan de helft van den tijd, gedurende zij werkelijk deel uitmaakten van een erkenden inlichtingsdienst.

Echter, in geen geval mag de duur hunner aanwezigheid bij het leger minder bedragen dan vier maanden onder het voetvolk en zes maanden onder het paardenvolk.

Enfin, il a paru difficile à la section centrale d'admettre la partie finale de

l'article 4. Dans la plupart des cas, aucun document ne subsiste quant aux décisions rendues en matière répressive par les juridictions établies par le pouvoir occupant. Il vaut mieux, dans tous les cas qui seront proposés, s'en rapporter au jugement de la commission créée pour en connaître à la requête de ceux qui, se croiront en droit de revendiquer le titre d'ex-combattant belge volontaire ».

Cette façon de voir a été admise à l'unanimité par la Section Centrale qui espère voir la Chambre entière s'y rallier.

Le Rapporteur,

BRIFAUT.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Proposition de loi conférant la qualité de soldat belge volontaire aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé.

Wetsvoorstel waarbij de hoedanigheid van Belgischen vrijwilligen soldaat wordt verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingkorps dat in het bezette gebied heeft gewerkt.

ARTICLE PREMIER.**EERSTE ARTIKEL.**

La qualité de soldat belge volontaire est conférée, sous les réserves ci-dessous, aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé, à la condition que ce corps ait été reconnu par un gouvernement allié comme ayant dépendu, pendant la guerre, de son organisation militaire.

De hoedanigheid van Belgischen vrijwilligen soldaat wordt, onder de hierna gestelde voorwaarden, verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingskorps, dat in het bezette gebied heeft gewerkt, mits eene geallieerde Regeering dit korps heeft erkend als behorende, gedurende den oorlog, bij hare militaire inrichting.

ART. 2**ART. 2.**

Le temps pendant lequel il aura été effectué un service d'observation sera supputé comme s'il avait été fourni un service à l'arrière.

De tijd, gedurende welken een waarnemingsdienst werd verricht, wordt berekend alsof een dienst achter het front werd verstrekt.

Texte proposé par la Section Centrale.

Proposition de loi conférant le titre d'ex-combattant belge volontaire aux citoyens belges (le reste comme ci-contre).

ARTICLE PREMIER.

Le titre d'ex-combattant belge volontaire est conféré sous les réserves ci-dessous, aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé, à la condition que ce corps ait été reconnu par le gouvernement belge ou par un gouvernement allié comme ayant dépendu, pendant la guerre, de son organisation militaire.

A supprimer.

ART. 2 (nouveau).

Le bénéfice de la loi du 1^{er} juin 1919, établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918 est étendue aux ex-combattants belges volontaires.

En outre, et sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 1919, qui leur seraient applicables du fait d'emprisonnement subi dans les conditions y énoncées, les « ex-combattants belges volontaires » qui sont appelés sous les drapeaux pour

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Wetsvoorstel waarbij de titel van « Belgischen vrijwilligen oudstrijder » wordt verleend aan de Belgische ingezetenen (het overige zooals hiernevens).

EERSTE ARTIKEL.

De titel van « Belgischen vrijwilligen oudstrijder » wordt, onder de hierna gestelde voorwaarden, verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingskorps, dat in het bezette gebied heeft gewerkt, mits de Belgische Regeering of eene geallieerde Regeering dit korps heeft erkend als behorende, gedurende den oorlog, bij hare militaire inrichting.

Te doen wegvallen.

ART. 2 (nieuw).

Het voordeel der wet van 1 Juni 1919 tot vestiging eener dotatie ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918 geldt voor de Belgische vrijwillige oudstrijders.

Bovendien, en onverminderd de bepalingen der wet van 1 Augustus 1919, welke op hen van toepassing mochten zijn wegens gevangenisstraf ondergaan onder de daarin vermelde omstandigheden, bekomen de « Belgische vrijwillige oudstrijders ».

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 3.

Pour bénéficier de la présente loi, l'intéressé devra en exprimer le désir par une requête qui sera soumise, avec pièces justificatives, à l'examen d'une commission d'enquête dont la composition, le fonctionnement et les pouvoirs sont déterminés par l'article suivant.

ART. 4.

La commission sera composée d'un président, magistrat d'une Cour d'appel, et de six membres, trois civils, trois militaires, tous désignés par le Roi.

Les détails de son fonctionnement et la procédure à suivre devant elle seront réglés par un arrêté royal.

Elle aura pour mission, après avoir pris connaissance de tous documents justificatifs, procédé à toutes enquêtes et, si besoin en est, entendu l'intéressé, de dire s'il a effectivement collaboré à un travail d'observation, s'il a été soumis à une discipline et s'il a, de ce chef, exposé sa vie ou sa liberté.

ART. 3.

Om het voordeel dezer wet te genieten, moet de belanghebbende het verlangen daartoe uitdrukken door een verzoekschrift dat, met de bewijsstukken, tot onderzoek wordt voorgelegd aan eene onderzoekingscommissie, waarvan de samenstelling, de werking en de bevoegdheden door het volgende artikel worden bepaald.

ART. 4.

De commissie bestaat uit eenen voorzitter, raadsheer in een Hof van Beroep, en zes leden : drie burgers, drie militairen, allen benoemd door den Koning.

Hare werking en de wijze van behandeling der zaken worden bij koninklijk besluit geregeld.

Na kennis te hebben genomen van alle bewijsstukken, na tot elk vereischt onderzoek te zijn overgegaan en, zoo het noodig is, na den belanghebbende te hebben gehoord, is zij gelast te verklaren of hij aan een waarnemingswerk inderdaad medegewerkt heeft, of hij aan eene tuchtregeeling werd onderworpen en

Texte proposé par la section centrale.

leur terme de milice, obtiendront une réduction du temps de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu à un service de renseignements reconnu.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra en aucun cas être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.

ART. 3.

Comme ci-contre.

ART. 4.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

die onder de wapens geroepen worden voor hunnen militietermijn, eene vermindering van den werkelijken dienstdtijd, gelijk aan de helft van den tijd, gedurende welken zij werkelijk deel uitmaakten van een erkenden inlichtingsdienst.

Echter, in geen geval mag de duur hunner aanwezigheid bij het leger minder bedragen dan vier maanden onder het voetvolk en zes maanden onder het paardenvolk.

ART. 3.

Zooals hiernevens.

ART. 4.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Texte de la proposition de loi.

La qualité de soldat belge ne sera reconnue à l'intéressé que si les conclusions de cette commission, prises à la majorité des voix, sont affirmatives.

Cependant, pourront de droit bénéficier de la présente loi, sans que la commission ci-dessus désignée ait à statuer sur leur requête, les citoyens belges visés à l'article premier qui ont été condamnés par l'ennemi pour services rendus à la patrie dans l'exercice de leur tâche d'observation ou qui, pour la même cause, ont été honorés d'une distinction par un gouvernement allié.

Tekst van het wetsvoorstel.

of hij, uit dien hoofde, zijn leven of zijne vrijheid in gevaar heeft gebracht.

De hoedanigheid van Belgischen soldaat wordt alleen dan aan den belanghebbende verleend wanneer de besluitschriften van die commissie, bij meerderheid van stemmen aangenomen, bevestigend zijn.

De bij artikel 1 bedoelde Belgische ingezetenen, die door den vijand werden veroordeeld wegens diensten bewezen aan het Vaderland bij de uitoefening van hunnen waarnemingsdienst of die, om dezelfde reden, door eene geallieerde Regeering werden vereerd met eene onderscheiding, kunnen echter het voordeel dezer wet van rechtswege genieten, zonder dat bedoelde commissie behoeft uitspraak te doen over hun verzoekschrift.



Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

A supprimer.

Te doen wegvallen.



10

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1920.

Wetsvoorstel

waarbij de hoedanigheid van Belgischen vrijwilligen soldaat wordt verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingskorps dat in het bezette gebied heeft gewerkt ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRIFAUT.

MIJNE HEEREN,

Uit de opmerkingen, in verscheidene Afdeelingen uitgebracht, is het aan de Middenafdeeling gebleken, van den beginne af, dat de titel zelf van het onderhavige wetsvoorstel zou moeten gewijzigd worden.

Al erkent men de schitterende poging en de onschatbare diensten, door de afzonderlijke of gegroepeerde Belgische waarnemers aan de zaak der Geallieerden bewezen, toch is het niet mogelijk hen te beschouwen als zijnde werkelijk soldaat geweest of als zijnde in Staat om het in eens te worden, alleen door de beschikking van den wetgever.

Zoodanige gelijkstelling kan enkel als een figuurlijke spreekwijze worden aangezien.

Moest zij in een wetstekst worden vastgelegd, dan zou zij tot onaannemelijke verwarringen aanleiding geven. Het woord belichaamt geenszins de zaak zelf. De staat van soldaat maakt onder de burgers een bijzondere groep uit, met zeer afgelijnde kenmerken, welke onderworpen zijn aan nauwkeurig bepaalde vereischten, waardoor zij niet willekeurig kan uitgebreid worden.

Dat is des te meer waar, in het onderhavige geval, daar de waarnemingsdienst in België een talrijk vrouwenpersoneel benuttigde, aan wiens toewijding en heldenmoed de Natie een gansch bijzondere hulde verschuldigd is.

(1) Wetsvoorstel, n^o 82.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Tschoffen, Marek, Brifaut, Carlier, Theelen en Brugmann.

Ook werd de titel van « Belgisch vrijwillig oudstrijder » eenparig door de leden van de Middenafdeeling aangenomen als het best beantwoordende aan de werkelijkheid en aan de verscheidenheid der beoogde toestanden.

Doch, ten gevolge van deze wijziging moest niet alleen de titel van de wet veranderd worden.

Door de voorgestelde gelijkstelling voorzagen de ondertekenaars van het wetsvoorstel een samenstel van eeretitels en stoffelijke voordeelen, welke *ipso facto* zouden ten goede komen aan hen, die de hoedanigheid van soldaat aldus zouden bekomen hebben.

Ook in dat geval scheen het noch billijk noch mogelijk, al de beschikkingen getroffen ten bate van de soldaten die, na vijf jaar militairen dienst, strijd en verbanning, in het vaderland waren teruggekeerd, te doen gelden voor de leden der waarnemingskorpsen.

Ongerust om de financieele gevolgen van een zoodanigen maatregel, toonde de Regeering zich overigens bereid om zich daartegen halsstarrig te verzetten.

Daarom heeft de Middenafdeeling, na lange besprekingen en gehoor gevende aan de gedachten uitgedrukt door een der ondertekenaars van het voorstel, beslist de gelijkstelling alleen aan te nemen voor den *tot vier maanden* verminderden dienst, waar het geldt jongelieden die thans onder de wapens zijn of in 't vervolg moeten ingelijfd worden, en voor de toepassing van de artikelen 1, 2 en 3 der wet van 1 Juni 1919.

Artikel 2 van het wetsvoorstel vervalt door het feit zelf en de Middenafdeeling stelt voor, het te vervangen door de volgende bepaling :

Le bénéfice de la loi du 1^{er} juin 1919, établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918 est étendue aux ex-combattants belges volontaires.

En outre, et sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 1919, qui leur seraient applicables du fait d'emprisonnement subi dans les conditions y énoncées, les « ex-combattants belges volontaires » qui sont appelés sous les drapeaux pour leur terme de milice, obtiendront une réduction du temps de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu à un service de renseignement reconnu.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra en aucun cas

Het voordeel der wet van 1 Juni 1919 tot vestiging eener dotatie ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918 geldt voor de Belgische vrijwillige oudstrijders.

Bovendien, en onverminderd de bepalingen der wet van 1 Augustus 1919, welke op hen van toepassing mochten zijn wegens gevangenisstraf ondergaun onder de daarin vermelde omstandigheden, bekomen de « Belgische vrijwillige oudstrijders », die onder de wapens geroepen worden voor hunnen militietermijn, eene vermindering van den werkelijken dienstdijd, gelijk aan de helft van den tijd, gedurende welken zij werkelijk deel uitmaakten van een erkenden inlichtingsdienst.

Echter, in geen geval mag de duur hunner aanwezigheid bij het leger

<i>être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.</i>	<i>minder bedragen dan vier maanden onder het voetvolk en zes maanden onder het paardenvolk.</i>
---	--

Eindelijk, de Middenafdeeling achtte het moeilijk, de slotbepaling van artikel 4 aan te nemen. In de meeste gevallen is er geen enkel stuk overgebleven betreffende de beschikkingen, in strafzaken getroffen door de rechtscolleges welke de bezettende macht had ingesteld. Beter is het, in al de voor te brengen gevallen, zich te gedragen aan de uitspraak van de Commissie ingesteld om daarvan kennis te nemen op verzoek van hen, die zich gerechtigd achten den titel van « Belgisch vrijwillig oudstrijder » op te eischen.

Deze zienswijze werd door de Middenafdeeling eenparig aangenomen en deze hoopt dat gansch de Kamer zich daarmee zal vereenigen.

De Verslaggever,

BRIFAUT.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Texte de la proposition de loi.

Proposition de loi conférant la qualité de soldat belge volontaire aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé.

ARTICLE PREMIER.

La qualité de soldat belge volontaire est conférée, sous les réserves ci-dessous, aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé, à la condition que ce corps ait été reconnu par un gouvernement allié comme ayant dépendu, pendant la guerre, de son organisation militaire.

ART. 2

Le temps pendant lequel il aura été effectué un service d'observation sera supputé comme s'il avait été fourni un service à l'arrière.

Tekst van het wetsvoorstel.

Wetsvoorstel waarbij de hoedanigheid van Belgischen vrijwilligen soldaat wordt verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingskorps dat in het bezette gebied heeft gewerkt.

EERSTE ARTIKEL.

De hoedanigheid van Belgischen vrijwilligen soldaat wordt, onder de hierna gestelde voorwaarden, verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingskorps, dat in het bezette gebied heeft gewerkt, mits eene geallieerde Regeering dit korps heeft erkend als behorende, gedurende den oorlog, bij hare militaire inrichting.

ART. 2.

De tijd, gedurende welken een waarnemingsdienst werd verricht, wordt berekend alsof een dienst achter het front werd verstrekt.

Texte proposé par la Section Centrale.

Proposition de loi conférant le titre d'ex-combattant belge volontaire aux citoyens belges (le reste comme ci-contre).

ARTICLE PREMIER.

Le titre d'ex-combattant belge volontaire est conféré sous les réserves ci-dessous, aux citoyens belges qui ont appartenu à un corps d'observation ayant fonctionné dans le territoire occupé, à la condition que ce corps ait été reconnu par le gouvernement belge ou par un gouvernement allié comme ayant dépendu, pendant la guerre, de son organisation militaire.

A supprimer.

ART. 2 (nouveau).

Le bénéfice de la loi du 1^{er} juin 1919, établissant une dotation au profit des combattants de la guerre de 1914-1918 est étendue aux ex-combattants belges volontaires.

En outre, et sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} août 1919, qui leur seraient applicables du fait d'emprisonnement subi dans les conditions y énoncées, les « ex-combattants belges volontaires » qui sont appelés sous les drapeaux pour

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Wetsvoorstel waarbij de titel van «Belgischen vrijwilligen oudstrijder» wordt verleend aan de Belgische ingezetenen (het overige zooals hiernevens).

EERSTE ARTIKEL.

De titel van «Belgischen vrijwilligen oudstrijder» wordt, onder de hierna gestelde voorwaarden, verleend aan de Belgische ingezetenen die deel uitmaakten van een waarnemingskorps, dat in het bezette gebied heeft gewerkt, mits de Belgische Regeering of eene geallieerde Regeering dit korps heeft erkend als behorende, gedurende den oorlog, bij hare militaire inrichting.

Te doen wegvallen.

ART. 2 (nieuw).

Het voordeel der wet van 1 Juni 1919 tot vestiging eener dotatie ten bate van de strijders van den oorlog 1914-1918 geldt voor de Belgische vrijwillige oudstrijders.

Bovendien, en onverminderd de bepalingen der wet van 1 Augustus 1919, welke op hen van toepassing mochten zijn wegens gevangenisstraf ondergaan onder de daarin vermelde omstandigheden, bekomen de « Belgische vrijwillige oudstrijders ».

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ART. 3.

Pour bénéficier de la présente loi, l'intéressé devra en exprimer le désir par une requête qui sera soumise, avec pièces justificatives, à l'examen d'une commission d'enquête dont la composition, le fonctionnement et les pouvoirs sont déterminés par l'article suivant.

ART. 4.

La commission sera composée d'un président, magistrat d'une Cour d'appel, et de six membres, trois civils, trois militaires, tous désignés par le Roi.

Les détails de son fonctionnement et la procédure à suivre devant elle seront réglés par un arrêté royal.

Elle aura pour mission, après avoir pris connaissance de tous documents justificatifs, procédé à toutes enquêtes et, si besoin en est, entendu l'intéressé, de dire s'il a effectivement collaboré à un travail d'observation, s'il a été soumis à une discipline et s'il a, de ce chef, exposé sa vie ou sa liberté.

ART. 3.

Om het voordeel dezer wet te genieten, moet de belanghebbende het verlangen daartoe uitdrukken door een verzoekschrift dat, met de bewijsstukken, tot onderzoek wordt voorgelegd aan eene onderzoekingscommissie, waarvan de samenstelling, de werking en de bevoegdheden door het volgende artikel worden bepaald.

ART. 4.

De commissie bestaat uit eenen voorzitter, raadsheer in een Hof van Beroep, en zes leden : drie burgers, drie militairen, allen benoemd door den Koning.

Hare werking en de wijze van behandeling der zaken worden bij koninklijk besluit geregeld.

Na kennis te hebben genomen van alle bewijsstukken, na tot elk vereischt onderzoek te zijn overgegaan en, zoo het noodig is, na den belanghebbende te hebben gehoord, is zij gelast te verklaren of hij aan een waarnemingswerk inderdaad medegewerkt heeft, of hij aan eene tuchtregeling werd onderworpen en

Texte proposé par la section centrale.

leur terme de milice, obtiendront une réduction du temps de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu à un service de renseignements reconnu.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra en aucun cas être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.

ART. 3.

Comme ci-contre.

ART. 4.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

die onder de wapens geroepen worden voor hunnen militietermijn, eene vermindering van den werkelijken dienstdtijd, gelijk aan de helft van den tijd, gedurende welken zij werkelijk deel uitmaakten van een erkennden inlichtingsdienst.

Echter, in geen geval mag de duur hunner aanwezigheid bij het leger minder bedragen dan vier maanden onder het voetvolk en zes maanden onder het paardenvolk.

ART. 3.

Zooals hiernevens.

ART. 4.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Texte de la proposition de loi.

La qualité de soldat belge ne sera reconnue à l'intéressé que si les conclusions de cette commission, prises à la majorité des voix, sont affirmatives.

Cependant, pourront de droit bénéficier de la présente loi, sans que la commission ci-dessus désignée ait à statuer sur leur requête, les citoyens belges visés à l'article premier qui ont été condamnés par l'ennemi pour services rendus à la patrie dans l'exercice de leur tâche d'observation ou qui, pour la même cause, ont été honorés d'une distinction par un gouvernement allié.

Tekst van het wetsvoorstel:

of hij, uit dien hoofde, zijn leven of zijne vrijheid in gevaar heeft gebracht.

De hoedanigheid van Belgischen soldaat wordt alleen dan aan den belanghebbende verleend wanneer de besluitschriften van die commissie, bij meerderheid van stemmen aangenomen, bevestigend zijn.

De bij artikel 1 bedoelde Belgische ingezetenen, die door den vijand werden veroordeeld wegens diensten bewezen aan het Vaderland bij de uitoefening van hunnen waarnemingsdienst of die, om dezelfde reden, door eene geallieerde Regeering werden vereerd met eene onderscheiding, kunnen echter het voordeel dezer wet van rechtswege genieten, zonder dat bedoelde commissie behoeft uitspraak te doen over hun verzoekschrift.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

A supprimer.

Te doen wegvallen.

